

DÉLIBÉRATION n° 2019/141

L'an deux mille dix-neuf et le 29 Novembre à 19 heures, le Conseil Municipal de LANNEMEZAN, légalement convoqué le 22 Novembre, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard PLANO, Maire.

Présents : Mesdames et Messieurs Gisèle ROUILLON, Alain DASSAIN, Madeleine SERIS, Jean-Manuel CAMACHO, Françoise PIQUE, Alain MAILLE, Zoulikha CHEBBAH et Jean-Marie DA BENTA, Adjoint, Isabelle ORTE, Pierre DUMAINE, Marie-José PARET, Pascal AUDIC, Sandrine DURAN, Stéphanie LAGLEIZE, Pierre DELPERIE, Véronique BAZERQUE, Nicolas TOURON, Laurent LAGES et Philippe LACOSTE.

Absents ayant donné procuration : Nicole MARQUIE à Gisèle ROUILLON, Thomas LECOMPTE à Pierre DUMAINE et Stéphanie NOGUES à Philippe LACOSTE.

Absents : Jean-Pierre CABOS, Patrick CASTERAN, Joëlle PEYRO, Patrick PALMER, Jean-François CROUAU et Françoise ARVEUX.

Secrétaire de séance : Nicolas TOURON

Objet : Urbanisme - Aménagement d'un carrefour : Rues Clémenceau et Dessens - Demande d'ouverture d'une enquête préalable à une Déclaration d'Utilité Publique

Monsieur le Maire explique à l'assemblée que dans le cadre d'une réflexion sur l'évolution de la ville tant en terme d'aménagement du territoire que de développement, de démographie ou d'offres de services et d'équipements, il ressort plusieurs objectifs stratégiques qui pourraient permettre à des projets de voir le jour.

L'un d'entre eux porte sur un carrefour dangereux et inapproprié à la circulation des poids lourds.

Ce projet toucherait un point de la réflexion en cours : l'aménagement.

Cela concerne deux parcelles cadastrées section AD n°34 de 1058 m² et AD n°24 de 589 m². Cet ensemble est inutilisé depuis des années et seule une maison en très mauvais état est implantée sur la parcelle 34. La commune a réfléchi aux différentes solutions permettant d'améliorer le trafic et la sécurité, sachant que c'est le seul accès en provenance de Trie-sur-Baïse. Cela conduit à la mise en œuvre de cette procédure.

Les études techniques montrent qu'il existe deux solutions. Le projet déposé en Préfecture proposera le moins pénalisant.

La procédure, dictée par le Code de l'expropriation, en elle-même visant à déclarer l'utilité publique d'un projet est pilotée par les services de l'Etat.

La présente délibération vise à saisir le représentant de l'Etat dans le département afin d'enclencher cette procédure.

Si l'examen de ce projet reçoit un avis favorable des services de l'Etat, une enquête d'utilité publique sera organisée afin de déclarer le caractère d'utilité publique.

La ville fera parvenir à la Préfecture un dossier qui comportera une notice non technique, une présentation cartographique ainsi qu'une estimation sommaire des dépenses.

Au vu du code Général des Collectivités Territoriales, du Code de l'Expropriation, du Code de l'Urbanisme, du Code de l'Environnement,

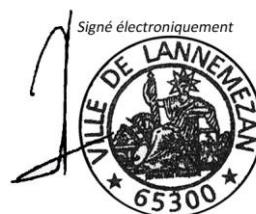
LE CONSEIL MUNICIPAL,

- le Maire entendu, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

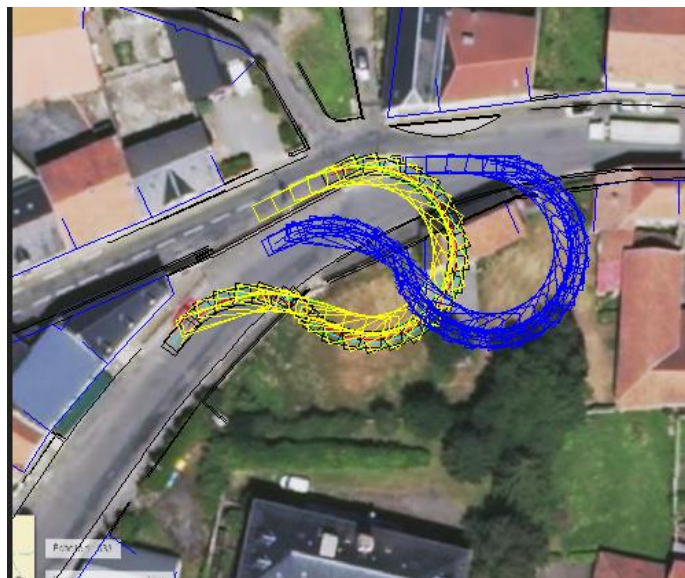
- de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Hautes Pyrénées l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique pour l'aménagement d'un carrefour et la création d'un tourne à gauche ;
- d'autoriser M. le Maire ou en son absence autoriser Madame la 1ère Adjointe (avec faculté d'agir ensemble ou séparément), à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour copie conforme,
Le Maire,



Affiché le 11/12/2019

Accusé de réception en préfecture
065-216502583-20191211-2019-141-DE
Date de télétransmission : 11/12/2019
Date de réception préfecture : 11/12/2019



Accusé de réception en préfecture
 065-216502583-20191211-2019-141-DE
 Date de télétransmission : 11/12/2019
 Date de réception préfecture : 11/12/2019